

## MAROC

## Le haschisch, cet or vert nécessaire au Makhzen

**En 2006 et 2007, les agriculteurs marocains ont extrait l'huile... d'olives importées. Raison : actuellement, rares sont les paysans marocains qui s'adonnent à la culture des fruits et légumes ou qui croient, encore, aux bienfaits des labours et semailles. Le rural, notamment riffain, désespère, totalement, de faire sortir, comme naguère, des trésors des entrailles de la terre. Aujourd'hui, tout a changé.**

De glissement en glissement, encouragé par le Makhzen, ce dernier soutenu, fortement, par de puissants lobbies européens, le rugueux et conservateur paysan marocain a totalement abdiqué devant la puissance et l'attrait du haschisch.

Tel un rouleau compresseur, la culture du cannabis a complètement cassé les ressorts de la campagne marocaine, le Rif en a transformé, radicalement, le visage. Rien n'est plus comme avant, ni les rapports humains, ni les relations sociales, ni les habitudes de consommation. Le haschisch, l'or vert du Maroc, a tout bouleversé.

Sous de fortes pressions européennes et aussi, relevons-le, grâce à des associations marocaines hardies et téméraires qui ont su profiter de l'ouverture démocratique dans le pays, le Palais royal a consenti à accepter une campagne contre la drogue.

Au début, celle-ci a tenu ses promesses. Plusieurs barons du haschisch ont été soit arrêtés, soit déstabilisés, pour certains mis hors d'état de nuire. Dans le sillage de cette tapageuse et médiatisée politique contre la culture du haschisch, la drogue ne pousse plus, comme dans les années 1970, 1980 et 1990 en bordure des routes. Comme à K'tama, Nador, Huceina et dans une grande partie des bourgades, hameaux ou villages du nord du Maroc, proche

du grand voisin de l'Est, l'Algérie.

Si tout le monde sait, présentement et parfaitement, que Hassan II avait, volontairement et logiquement encouragé la prolifération du haschisch dans le Rif, rares sont ceux, dans ce pays, qui osent le proclamer ouvertement.

Pour, selon eux, ne pas ouvrir l'un des dossiers les plus accablants du Makhzen.

Il faut savoir, en effet, que dès la fin des années 1960 — ce qui n'avait, alors, absolument rien à voir avec la question du Sahara occidental — Hassan II a voulu se prémunir de deux dangers, selon lui, éternels. L'esprit rebelle du Rif, réfractaire au centralisme destructeur et avilissant de la monarchie de droit divin telle que conçue et mise en musique par Mohammed V et Hassan II et l'effet contagion que l'Algérie produirait, selon eux, et pour longtemps sur le Maroc. De ces deux postulats, le Makhzen aboutira à la validation de "plan cannabis".

La culture du "hasch" à des cadences industrielles pouvait avoir ceci d'intéressant, pour les apprentis sorciers du Palais royal, de permettre au Rif de faire affaire et de ne plus demander son reste et, surtout, de "miner" le voisin de l'Est. Qui dit haschisch, en effet, dit corruption, endormissement de la jeunesse, trafic frontalier et "grosses fortunes". En plus,

bien évidemment, des rentrées financières, sonnantes et rébuchantes, plus rébuchantes et sonnantes en l'occurrence, que constitue la blanchiment de l'argent de la drogue.

A ce niveau, Hassan II n'avait aucun souci à avoir : ses puissants relais en Europe, notamment en France, transformaient, en un claquement des doigts, l'argent de la drogue en comptes bancaires épais dans des banques sûres (Suisse, Monaco, Andorre, Luxembourg ou même, pourquoi pas, dans d'autres fortes et respectables places boursières).

Certes, aujourd'hui, beaucoup de champs de cannabis ont été détruits, aussi à K'tama, cependant, des représentants de la société civile alertent, déjà, sur un imminent retour de manivelle.

Ainsi, l'homme d'affaires Mohamed Bouhcini, qui avait "parlé" à la presse des "barons du haschisch" a été, quelque temps après, arrêté et a répondu devant le tribunal de motifs farfelus de "fausses déclarations".

Une partie de la presse marocaine relate, épisodiquement, comment le "circuit" fonctionne. Des pots-de-vin versés par les "laboureurs de cannabis" jusqu'à la somme reçue par certains gouverneurs en passant par "les yeux fermés" de toute la chaîne étagée et les "pignes d'intérêts" des intermédiaires, tout implique le haut de la pyramide. Et le haut de la pyramide est, ne peut être que le Palais royal.

Les tentatives de vouloir lutter contre la culture du cannabis en préservant le système seront vouées à l'échec.

D'ailleurs, le Riffain, aussi rusé, aujourd'hui, que son grand-père, était, rebelle, hier, a compris. Il sait, parfaitement que dès la "campagne" (anti-

De notre bureau de  
B Bruxelles, Aziouz Mokhtari

drogue, ndr) terminée tout redviendra normal. Et la culture du haschisch reprendra de plus belle. Aussi florissante et aussi néfaste pour l'Algérie qu'elle ne l'était dans un passé récent.

Même le gouverneur de Chefchouan, localité proche de K'tama, ne croit pas au sérieux des mesures prises, lui qui continue de faire semblant de lutter contre la culture du cannabis tout en acceptant les "ristournes" que lui consentent, régulièrement, les "barons".

Un "pont" du hasch et du régime, Mohamed Kharraz, a bien été mis sous les verrous. Mais, selon toute vraisemblance, son arrestation est plus due au fait qu'il a caché des bénéfices perçus à ses supérieurs hiérarchiques qu'à une autre quelconque raison. Idem pour le chef de la police de Tanger, Abdelaziz Izzou, qui a été terrassé pour avoir été payé doublement.

Pour le réaménagement du commissariat de police de la ville, cet officier de police a soigneusement omis de signaler à sa "chefferie" 270 000 euros que les patrons du haschisch lui ont versés pour son silence, pendant une décennie concernant de grosses exportations vers l'Europe de quantités de cannabis.

Pour corser le tout, le Rif marocain offre, aujourd'hui, une affligeante image de désolation : frontières avec l'Algérie fermées, vergers en jachère en attendant que le Makhzen lève le pied sur l'interdiction de cultiver le haschisch et montée en flèche de l'islamisme.

Néanmoins, à Rabat, on préfére, toujours la fuite en avant et la surenchère sur le dossier du Sahara occidental.

A. M.

## IRAK

## La Grande-Bretagne va réduire à 5.500 le nombre de ses soldats

La Grande-Bretagne va réduire ses troupes dans le sud de l'Irak de 7.100 à 5.500 soldats mais y maintiendra des forces en état de combattre, a annoncé hier le Premier ministre britannique, Tony Blair.

M. Blair n'a pas donné de calendrier précis concernant ce retrait de 1.600 soldats sinon qu'il devrait avoir lieu "dans les prochains mois".

"La réduction des forces va aller de 7.100 actuellement (...) à environ 5.500", a-t-il déclaré dans une communication aux députés aux Communes. Il a rappelé que le nombre de militaires britanniques était encore de 9.000 il y a deux ans, et de 40.000 au moment du conflit, en mars 2003.

Mais "rien de cela ne va déboucher sur une diminution de notre capacité de combat", a toutefois insisté M. Blair.

"A Bassorah (sud de l'Irak) nous allons transférer la responsabilité aux autorités irakiennes", a déclaré M. Blair. "Le prochain chapitre à Bassorah sera écrit par les Irakiens eux-mêmes", a-t-il ajouté.

Tony Blair a en revanche précisé que l'armée britannique resterait présente en Irak jusqu'en 2008. "La présence militaire du Royaume-Uni va se poursuivre en 2008 aussi longtemps qu'on (les Irakiens) nous le demandera et que nous aurons du travail à faire. Notre rôle sera de plus en plus du soutien et l'entraînement" (des forces irakiennes).

Il a ajouté que le nombre de soldats britanniques serait réduit "conformément" à l'évolution de la situation et des besoins sur le terrain. "Avec le temps et en fonction naturellement des progrès des forces irakiennes, nous serons en mesure de réduire davantage, peut-être en-deçà de 5.500 une fois que le palais de Bassorah aura été transféré aux Irakiens à la fin de l'été", a-t-il déclaré.

"A l'exception des forces qui demeureront au palais de Bassorah (dans le centre ville), les forces britanniques seront localisées sur la base aérienne et dans un rôle de soutien", a-t-il également indiqué. M. Blair a notamment précisé que la base logistique de Shiba allait passer sous le contrôle des forces irakiennes.

Le rôle des forces britanniques restera l'entraînement et le soutien aux forces irakiennes, la sécurité de la frontière irako-iranienne ainsi que des voies d'approvisionnement. Elles conserveront également la capacité d'opérer contre les "groupes extrémistes et soutiendront l'armée irakienne" lorsque celle-ci le réclamera, a précisé M. Blair.

Le Danemark, un des fidèles alliés des Etats-Unis, a annoncé hier qu'il allait retirer en août l'ensemble de ses quelque 460 soldats déployés en Irak.

Les soldats danois sont stationnés pour la plupart à Bassorah, sous commandement britannique.

Depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003, l'armée britannique a perdu 132 de ses soldats. Six militaires danois sont morts depuis le déploiement des forces danoises en Irak pendant l'été 2003.

## Le Danemark va retirer ses troupes en août

Le Danemark, un des fidèles alliés des Etats-Unis, va retirer en août ses troupes terrestres déployées dans le sud de l'Irak et les remplacer par une unité d'hélicoptères, a annoncé hier le Premier ministre Anders Fogh Rasmussen.

"Le retrait du bataillon danois aura lieu en août et celui-ci sera remplacé par une unité d'hélicoptères", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, alors que simultanément les Britanniques annonçaient une réduction de leurs troupes en Irak.

L'unité d'hélicoptères danoise sera composée de "quatre hélicoptères avec un personnel d'une cinquantaine de militaires, en soutien aux forces britanniques", a précisé M. Rasmussen.

Le Danemark compte à l'heure actuelle environ 460 hommes en Irak, dont un bataillon de 430 soldats déployé à Bassorah (sud), sous commandement britannique. Le bataillon va être retiré tandis qu'une trentaine de personnes occupant notamment des fonctions administratives resteront, d'après les plans danois annoncés hier.

La décision du retrait a été "prise en concertation avec nos alliés de la coalition, notamment la Grande-Bretagne", a souligné le chef du gouvernement danois.

"Elle est l'expression des progrès réalisés (sur le plan de la sécurité) dans le sud de l'Irak", a estimé M. Rasmussen.

Le Premier ministre britannique Tony Blair a annoncé hier que la Grande-Bretagne allait réduire ses troupes en Irak de 7.100 à 5.500 soldats.

Six militaires danois sont morts depuis leur déploiement en Irak pendant l'été 2003.

M. Rasmussen, sous la pression de l'opposition et de l'opinion publique danoises depuis des mois pour retirer les troupes danoises d'Irak, avait déjà indiqué en janvier qu'il espérait un retrait cette année.

## SAHARA OCCIDENTAL

## Un journaliste suédois expulsé d'El Ayoun

Un journaliste suédois, qui avait photographié lundi soir une manifestation indépendantiste à El Ayoun, chef-lieu du Sahara occidental, a affirmé hier avoir été expulsé vers Agadir par la police marocaine.

"Je me rendais chez des amis lundi soir à El Ayoun quand j'ai entendu des cris dans une rue adjacente. J'ai vu une quinzaine d'adolescents avec des petits drapeaux du Front Polisario. J'ai fait quelques photos et je suis parti", a raconté à l'AFP Lars Bjvrk, 40 ans, journaliste et photographe free-lance, travaillant pour l'agence de presse suédoise Tidningarnas Telegrambyrå.

Selon lui, il a été ensuite interpellé par

un policier en civil qui l'a laissé partir. "Comme la manifestation se poursuivait et que l'atmosphère devenait tendue, j'ai pris peur et je suis parti en courant. Des policiers en voiture m'ont conduit à les suivre vers un commissariat", a-t-il dit.

Lars Bjvrk, dont c'est la troisième visite au Sahara occidental, assure qu'il a été interrogé par la police durant plusieurs heures et qu'il est revenu le lendemain au commissariat où il a passé toute la journée. Il a refusé de signer un procès-verbal de la police affirmant qu'il avait incité des jeunes à manifester.

Dans la soirée, la police lui a rendu son passeport mais pas son appareil photo, et l'a contraint à prendre un bus pour

Agadir, dans le Sud marocain, où il se trouvait hier matin.

La préfecture d'El Ayoun a publié un communiqué annonçant qu'une procédure judiciaire a été engagée contre le journaliste suédois qui est accusé d'être "l'instigateur d'un attroupement illégal sur la voie publique en connivence avec certains individus".

Au Maroc, les manifestations sont soumises à autorisation préalable.

Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental a été annexé par Rabat en 1975. Mais cette annexion est contestée par le Front Polisario qui réclame l'indépendance de ce territoire, avec le soutien de l'Algérie.

## EGYPTE

## Arrestation d'un Palestinien qui planifiait un attentat suicide contre des Israéliens

Les services de sécurité égyptiens ont arrêté un Palestinien, en possession d'une ceinture d'explosifs, qui planifiait un attentat suicide contre des touristes israéliens au sud du Sinaï, a rapporté l'agence AFP hier citant une source sécuritaire.

L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, a été arrêté mardi soir après s'être infiltré en Egypte à travers un tunnel reliant la bande de Gaza à la

ville égyptienne de Rafah, a-t-on ajouté de même source.

En le fouillant, les policiers ont trouvé en sa possession une ceinture avec une grande quantité de matière explosive.

Il a avoué aux enquêteurs qu'il planifiait de mener un attentat suicide dans l'une des stations balnéaires qui accueillent habituellement de nombreux touristes israéliens dans le sud du Sinaï, a affirmé la source de sécurité.

Deux autres Palestiniens qui s'étaient introduits auparavant à Rafah devaient le conduire vers une de ces stations.

Les deux complices Hicham Aboul-Walid et Emad Aboul-Quassem ont été arrêtés après les aveux de leur compatriote, a dit encore la source.

Une série d'attentats a secoué ces dernières années les stations balnéaires sur la

mer Rouge au sud du Sinaï, lieu de vacances pour de nombreux Israéliens.

Dix-neuf personnes avaient péri dans un triple attentat suicide le 24 avril 2006 dans la station balnéaire de Dahab, 34 dans un triple attentats à Taba en octobre 2004 et près de 70 à Charm el-Cheikh en juillet 2005.

Ces attaques ont été imputées par la justice à un groupe islamiste, Al-Tawhid wal Jihad.